



HAL
open science

Islam et tolérance : à propos d'une exposition omanaise itinérante

Laurent Bonnefoy

► **To cite this version:**

Laurent Bonnefoy. Islam et tolérance : à propos d'une exposition omanaise itinérante. Bulletins de l'Observatoire international du religieux, 2019, N° 31. hal-03028257

HAL Id: hal-03028257

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03028257>

Submitted on 9 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

Islam et tolérance : à propos d'une exposition omanaise itinérante

Laurent Bonnefoy

Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France

In : *Bulletin de l'Observatoire international du religieux* n°31 [en ligne], août 2019.

<https://obsreligion.cnrs.fr/bulletin/islam-et-tolerance-a-propos-dune-exposition-omanaise-itinerante/>

*En juin dernier, l'annonce de la volonté d'Oman d'ouvrir une ambassade en Cisjordanie a contribué à donner au Sultan Qabous l'image d'un souverain aux positionnements diplomatiques tempérés. Relayée comme telle par les observateurs, cette décision répond à au souhait du souverain de jouer le rôle de puissance médiatrice dans une région troublée, en proie à de vives tensions. Comme nous l'explique **Laurent Bonnefoy**, spécialiste du Moyen-Orient, c'est à la même « mission » que répond l'exposition itinérante intitulée « Le message omanais de l'islam ». Organisée sous le patronage du Sultanat, elle souhaite transmettre l'image d'un islam local ouvert et progressiste, et se présenter ainsi comme un pont entre le monde arabe et l'Occident – quitte à, peut-être, essentialiser ce substrat culturel comme le fondement de la tempérance politique omanaise.*

Mi-avril 2019, le grand quotidien omanais arabophone, al-Ruya, faisait état de l'inauguration à New York, dans le bâtiment des Nations-Unies, de l'exposition itinérante intitulée « Le message omanais de l'islam » [Risalat al-islam min 'uman]. Il y consacrait ensuite un cahier spécial de huit pages dans son édition papier. Cette étape aux Etats-Unis était la 122^e halte de l'exposition, déjà présentée dans 34 pays, proposée dans 26 langues et revendiquant plus de 400 000 visiteurs à travers le monde. Imaginée en 2008 par un étudiant omanais résidant en Allemagne, Muhammad Said al-Mi'mari, elle a progressivement pris de l'ampleur et reçu le soutien financier du ministère des Waqfs et des Affaires religieuses du Sultanat. Sous-titré « Tolérance, compréhension, coexistence », l'exposition est constituée de panneaux explicatifs sur les fondements de l'islam ainsi que d'œuvres d'art contemporain omanais. Jusqu'à présent, elle a été proposée dans des centres culturels, des bibliothèques mais aussi des églises et est résolument tournée vers le public étranger. Elle entend, selon son créateur, transmettre « l'âme omanaise » et valoriser une expérience de gestion du pluralisme et du dialogue religieux, présentée comme fondée sur une compréhension ouverte de la religion musulmane.

La projection d'une image de tolérance est devenue depuis quelques années un enjeu important des diplomaties publiques des pays arabes. Elle permet notamment de répondre aux critiques fréquemment formulées au sujet de leurs accommodements passés avec des groupes islamistes violents que ce soit dans le contexte de la guerre en Afghanistan, au moment des attentats du 11-Septembre, en contexte palestinien ou bien en Syrie et en Irak plus récemment. Maroc, Jordanie, Egypte, Emirats arabes unis (EAU), Arabie saoudite, Qatar et donc Oman, en ont ainsi fait une dimension significative de leur politique étrangère.

Longtemps le Maroc, largement mobilisé en France pour former les imams, a semblé être à la pointe de l'entreprise de « modération » et de « modernisation » de l'Islam, alimenté par le titre du monarque chérifien, commandeur des Croyants. Lors des affaires successives de « foulard » en France, l'Egypte avait elle aussi pu, par le biais de l'université d'al-Azhar, apporter sa caution aux législations françaises, souhaitant se projeter comme rempart à ce que les autorités égyptiennes qualifiaient « d'extrémisme ». A l'instar d'autres dynamiques politiques, culturelles et religieuses, la compétition s'est toutefois progressivement déplacée vers les pays du Golfe arabo-persique. L'accueil du Pape François aux Emirats arabes unis en février 2019 [voir l'Eclairage(S) ci-dessus] a été une expression importante de cette quête de respectabilité. Le pays a ainsi inauguré l'année de la tolérance ['am al-tasamuh], un événement officiellement porté par un ministre d'Etat dédié à cette question et symbolisé par l'inauguration à Abou Dhabi, la capitale des EAU, d'une mosquée Mariam Um Issa [Marie, mère de Jésus]. En Arabie saoudite, le prince héritier, Muhammad bin Salman a pour sa part rendu visite au pape copte égyptien et a autorisé en décembre 2018 la tenue de la première messe copte sur son territoire, laissant un responsable de cette église orthodoxe déclarer que l'Arabie saoudite « montre formidablement l'exemple en matière de tolérance ». Un avis que de nombreuses organisations de droits humains ne partagent pas quand elles relèvent les atteintes à la liberté de culte.

Dans cette compétition, Oman se projette comme ayant une longueur d'avance. Tout d'abord, ce pays a la particularité, dans le monde arabe, de n'avoir fourni aucun militant djihadiste d'envergure, de ne pas avoir subi d'attaques sur son territoire, ni d'avoir été accusé de soutenir ou financer des groupes violents avant ou après le 11-Septembre. Ensuite, le régime du sultanat d'Oman, sur lequel règne le sultan Qaboos depuis 1970, fonde sa doctrine sur l'ibadisme, une branche de l'islam distincte tant du sunnisme que du chiisme. Cette troisième voie, très minoritaire à l'échelle du monde musulman, se décrit dorénavant comme adepte d'une modération dans le culte et la jurisprudence, et favorable à une forme de délibération démocratique. Depuis cinquante ans l'Etat omanais œuvre pour inscrire cette projection de l'ibadisme dans le quotidien, valorisant la diversité de sa société, fruit d'échanges avec l'Afrique de l'est et l'Inde, et le pluralisme religieux qui caractérise celle-ci. S'il est inconvenant de demander sa religion à un tiers, les lieux de cultes, notamment chiites qui sont identifiables dans le paysage et l'importante part des sunnites, dont la proportion dépasse sans doute le tiers de la population totale, incarnent pleinement ce pluralisme dominé par l'ibadisme et sa philosophie. Dès le début des années 1990, un vaste complexe rassemblant les différentes églises chrétiennes a été construit à Mascate, la capitale, afin de permettre à chaque religion, notamment celles des nombreux étrangers du sous-continent indien, d'être présente.

Cette image d'une coexistence pacifique et policée est fréquemment valorisée par les Omanais qui aiment souligner combien leur pays a su échapper au confessionnalisme qui structure désormais bien des dynamiques socio-politiques au Moyen-Orient. L'historiographie officielle aime aussi rappeler que le pays, dirigé un temps par des imams ibadites, s'est, depuis le 18e siècle, opposé à l'expansion du wahhabisme à plusieurs reprises, alors que celui-ci est souvent décrit comme aux sources des mouvements djihadistes contemporains[1].

A travers l'exposition « Le message omanais de l'islam », présentée pour la première fois en Oman en mars 2019 dans le lieu touristique du fort de Nakhil, le pouvoir tente ainsi de mettre en avant cette image. Elle est censée devenir un motif de fierté nationale et sert de référent identitaire fort valorisé à coup de slogans sur les bâtiments officiels. La supposée modération omanaise trouve également son expression dans la diplomatie du Sultanat, face à l'Iran ou dans le dossier yéménite. Facilitateur de négociations, neutre au sujet du différend entre le Qatar et ses voisins, le gouvernement omanais jouit d'une place particulière dans la région. Dans un paysage régional extrêmement polarisé, celle-ci demeure toutefois fragile. Projeter cette image de tolérance à l'étranger constitue dans ce cadre une garantie contre les pressions de ses voisins qui mènent des politiques proactives, parfois agressives, à l'échelle internationale. L'entreprise omanaise de projection de son expérience singulière entre en effet en concurrence directe avec celles que projettent les Emiratis et les Saoudiens, forts pourvus en termes de relais médiatiques et financiers. En outre, l'insistance avec laquelle l'exposition, et le site internet qui l'accompagne, lient l'expérience omanaise de tolérance à l'école ibadite produit localement un certain nombre de non-dits, notamment en lien avec le sunnisme dont la prééminence à l'échelle du monde musulman se trouve là implicitement questionnée.

Notes

↑1 Laurent Bonnefoy et Stéphane Lacroix, « Le problème saoudien. Le wahhabisme, rempart ou inspirateur de l'État islamique ? », Revue du Crieur, n°3, 2016, p. 34-49.

Pour citer ce document :

Laurent Bonnefoy, "Islam et tolérance : à propos d'une exposition omanaise itinérante". Bulletin de l'Observatoire international du religieux N°31 [en ligne], août 2019. <https://obsreligion.cnrs.fr/bulletin/islam-et-tolerance-a-propos-dune-exposition-omanaise-itinerante/>